



AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°4223 - LUNDI 4 AVRIL 2022

SÉCURITÉ MARITIME

Accord pour l'exploitation durable des ressources halieutiques

Le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche vient de conclure, avec le ministère de la Défense nationale, un accord technique visant à sécuriser les eaux maritimes pour renforcer les mesures d'exploitation durable des ressources halieutiques.

Cet accord implique la marine nationale, l'administration nationale compétente pour la réalisation des opérations de contrôle des navires de pêche au large de l'océan, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action de l'État en mer et dans les eaux continentales.



Page 7

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

Nomination des membres des commissions administratives

Les membres des bureaux des commissions administratives de révision des listes électorales ont été nommés le 30 mars par le ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, Guy Georges

Mbacka. Les commissions locales sont présidées par l'administration tandis que les vice-présidents sont issus des partis politiques et de la société civile. « Pour éviter la fraude, les représentants des partis dési-

gnés doivent résider dans les arrondissements et les districts concernés. Il faut faire évoluer les choses de manière positive », a déclaré le ministre.

Page 3

COUPE DU MONDE 2022

Les sélections africaines fixées sur leurs adversaires

GRUPE A	GRUPE B	GRUPE C	GRUPE D
QATAR	ANGLETERRE	ARGENTINE	FRANCE
ÉQUATEUR	IRAN	ARABIE SAOUDITE	BARRAGE ASIE-AMSUD
SÉNÉGAL	USA	MEXIQUE	DANEMARK
PAYS-BAS	BARRAGE EUROPE	POLOGNE	TUNISIE
GRUPE E	GRUPE F	GRUPE G	GRUPE H
ESPAGNE	BELGIQUE	BRÉSIL	PORTUGAL
BARRAGE OCEANIE-AMNORD	CANADA	SERBIE	GHANA
ALLEMAGNE	MAROC	SUISSE	URUGUAY
JAPON	CROATIE	CAMEROUN	CORÉE DU SUD

Le tirage au sort du Mondial 2022 a eu lieu le 1er avril à Doha, la capitale du pays hôte, le Qatar. Les cinq équipes africaines connaissent désormais le menu qui les attend. Vingt ans après son quart de finale historique, le Sénégal placé dans le groupe A disputera

au Qatar la troisième Coupe du monde de son histoire, tandis que le Cameroun, la Tunisie, le Ghana et le Maroc, logés respectivement dans les groupes D, F, D et H, joueront le Brésil, la France, le Portugal et la Belgique.

Page 14

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les vacataires de l'Université Marien-Ngouabi en grève

Les enseignants vacataires de l'Université Marien-Ngouabi sont en grève illimitée depuis le 31 mars. Ils accusent la tutelle du non-respect de ses engagements. La reprise des cours est conditionnée par le paiement des heures de vacation non réglées des cinq dernières années académiques. Ils demandent, en outre, leur recrutement en qualité de permanents.



Une vue de la Faculté des lettres concernée par la grève

Page 7

EDITORIAL
L'offre de santé

Page 2

ÉDITORIAL

L'offre de santé

La mise en service, il y a quelques mois, de deux hôpitaux généraux à Brazzaville et Pointe-Noire concrétise l'engagement du gouvernement de construire douze établissements hospitaliers modernes dans le pays. L'objectif est d'assurer à la population une couverture de santé à la mesure de ses attentes. L'achèvement à terme des travaux lancés dans les dix autres départements du Congo corrigera sans nul doute le manque d'infrastructures dans ce secteur vital pour la communauté nationale.

Cet ambitieux projet une fois concrétisé, il restera deux préalables essentiels : le premier sera de doter ces hôpitaux des équipements nécessaires à leur fonctionnement ; le second d'obtenir de leurs personnels des prestations de qualité en termes d'accueil et de soins administrés aux patients. On peut penser que ceux et celles qui ont appris leur métier et prêté serment pour l'exercer le font avec abnégation. Il n'empêche que des faiblesses persistent encore dans de nombreux hôpitaux publics et privés.

Pour ne citer que le Centre hospitalier universitaire de Brazzaville- CHU-B-, vitrine du pays par son gabarit, au plan administratif, des innovations y ont été introduites depuis quelque temps. Parmi lesquelles des guichets de paiement implantés dans différents services pour mieux contrôler les recettes quotidiennes. Pour une structure aussi lourde, assurément un problème résolu ne signifie pas que tout fonctionnera désormais sans anicroche. Il n'y a pas longtemps encore, le ballet vertigineux des directeurs généraux nationaux et expatriés à sa tête donnait du CHU-B une image peu reluisante.

Si depuis, sur ce plan précis, le calme semble revenu, une équation parmi tant d'autres reste entière. Elle concerne la gestion des consultations. Dans certains services du plus grand établissement sanitaire du Congo, le nombre de personnes attendant d'être reçues par un spécialiste est hallucinant. A tel point qu'on peut les observer, le regard vide, veiller littéralement toute la journée. Si l'on comprend bien, le déficit de cadres dans diverses spécialités est le défi majeur à surmonter maintenant et quand les futurs douze hôpitaux deviendront opérationnels sur l'ensemble du territoire national.

Les Dépêches de Brazzaville

OUENZÉ 1

Reprise de la circulation sur l'avenue Gallieni à Mpila

Réhabilité par le député de la première circonscription électorale de Ouenzé, cinquième arrondissement de Brazzaville, Juste Désiré Mondelé, le tronçon contre rail-dépôt air liquide, sur l'avenue Gallieni, au quartier 59 Mpila, a été remis en circulation le 30 mars, en présence de l'administrateur-maire, Marcel Nganongo.



Marcel Nganongo coupant le ruban symbolique / DR

Les travaux exécutés par la société Cissé Papy ont concerné la réparation de la chaussée dégradée, le traitement par pavage auto bloquant de la section allant du contre rail « Dépôt air liquide » sur 80 mètres linéaires ; y compris d'autres aménagements liés au bouchage de certains nids de poule au moyen d'un traitement rigide. Il s'est agi concrètement de la construction, en sus de l'existant, d'un ouvrage de traversée sous chaussée, de type dalot simple, assisté d'une chambre de captage et d'une amorce de fossé triangulaire en aval. Les autres travaux concernent l'aménagement des trottoirs en béton pour piétons ; la réhabilitation du circuit d'eau de la La Congolaise des eaux. Une action saluée par les bénéficiaires dont le président du quartier 59, Serges Panzou, qui a rappelé que ce tronçon était devenu presque impraticable depuis près de quatre ans à cause, entre autres, des nids de poule et des chutes d'eaux de pluies. Selon lui, cette action s'inscrit dans le cadre de l'opération « J'aime Ouenzé au sens propre », lancée par l'administrateur-maire de Ouenzé à cinq arrondissements. « Aujourd'hui, par le truchement du député de Ouenzé 1, les habitants du quartier 59 sont

les premiers bénéficiaires de cette grande opération. Nous ne sommes pas les seuls bénéficiaires car les plus grands usagers de cette voie viennent d'ailleurs, parce que ce site est la porte d'entrée de la zone industrielle de Brazzaville », a-t-il déclaré, remerciant le bienfaiteur. Outre l'avenue Gallieni, la société Cissé Papy poursuit, toujours grâce au financement de Juste Désiré Mondelé, les travaux de curage des fossés et ouvrages de drainage existants sur une longueur estimée à 1000 mètres linéaires à Ouenzé. Il s'agit notamment de la section allant de l'arrêt 753 sur l'avenue des 3 Martyrs en passant par le lycée de la Révolution, la clinique Gallessamy, le dépôt CFCO jusqu'à l'avenue Gallieni. A cela, s'ajoute la réparation de la chaussée et de son couronnement en pavés auto bloquants au croisement de la rue Bangangoulou à l'avenue Gampo-Olilou, sur une longueur de 60 m. Un travail appuyé par le personnel de la société Averde, supervisé et contrôlé par les services techniques de la mairie de Brazzaville. L'administrateur-maire de Ouenzé a rappelé que le concept « J'aime Ouenzé au sens propre » avait plusieurs significations dont la plus directe

consistait à réaliser une action pouvant impacter le futur de cet arrondissement. D'après Marcel Nganongo, Juste Désiré Mondelé a été le premier à répondre positivement à son appel. « Le geste que vous venez de réaliser nous va droit au cœur ; vous avez aussi pensé à nos élèves du lycée de la Révolution parce que ces derniers temps, quand il pleut, il y a un étang devant cet établissement », a-t-il conclu.

Conseiller spécial du président de la République, chef du département politique, Juste Désiré Mondelé a rappelé la nécessité d'apporter à Ouenzé ce qu'il lui a donné. « Nous avons fait le choix, la main sur le cœur, d'apporter à Ouenzé ce que notre communauté nous a donné. Nous avons reçu de notre communauté la solidarité, l'éducation, l'esprit de famille et d'amitié. Ce Ouenzé doit être propre comme nous l'avions connu à Paul-Nsondé, à Pierre-Ntsiéty, à Gampo-Olilou, au lycée de la Révolution, sur l'avenue Gallieni, la rue Bangangoulou et l'avenue Mgr Gassongo », a-t-il souligné. Il a, enfin, encouragé les chefs de quartier, de zone et bloc pour la sécurité qui règne à Ouenzé.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-
donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -
Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ELECTIONS LÉGISLATIVES ET LOCALES

Nomination des membres des commissions de révision des listes électorales

Le ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, Guy Georges Mbacka, a nommé par arrêté datant du 30 mars les membres des bureaux des commissions administratives de révision des listes électorales dans les districts, arrondissements et communes.

Les commissions locales sont présidées par l'administration, les vice-présidents sont issus des partis politiques et de la société civile. Ainsi, chaque bureau comprend six personnes dont l'administrateur maire qui en assure la présidence, quatre vice-présidents et un rapporteur qui n'est autre que le secrétaire général de la sous-préfecture, de l'arrondissement ou de la commune.

« Pour éviter la fraude, les représentants des partis désignés doivent résider dans les arrondissements concernés. Il faut faire évoluer les choses de manière positive », déclarait le ministre Guy Georges Mbacka lors d'une rencontre, le 18 mars dernier, avec les neuf administrateurs-maires de Brazzaville.

Sauf changement de date, les opérations de révision des listes électorales se dérouleront du 4 au 30 avril sur toute l'étendue du territoire national. Selon les recommandations de la concertation politique d'Owando, tenue du 3 au 5 mars dernier, la révision des listes électorales se fera par circonscription administrative. Se basant sur la liste ayant servi à la dernière élection présidentielle et celle de 2017 concernant les éléments de la force publique, ces opérations consisteront à extirper les doublons, les décédés et autres fictifs. Après le toilettage, s'en suivra l'enrôlement des jeunes ayant atteint l'âge de voter.

Parfait Wilfried Douniama

INDUSTRIALISATION

L'Onudi promet d'appuyer le Congo dans la réalisation de sa feuille de route

L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) veut se positionner comme l'un des principaux partenaires de la République du Congo. Son représentant pour l'Afrique centrale, Raymond Tavares, a annoncé l'aide pour l'élaboration de la cartographie du secteur industriel congolais, afin d'en identifier les forces et faiblesses.



Le représentant de l'Onudi, Raymond Tavares, et le ministre Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes/Adiac Basé à Yaoundé, au Cameroun, le représentant de l'Onudi pour l'Afrique centrale a été reçu, le 30 mars à Brazzaville, par le ministre du Développement industriel et

de la Promotion du secteur privé, Antoine Nicéphore Thomas Fylla Saint-Eudes. Les deux hommes ont passé en revue l'état de la coopération Congo/Onudi, des projets

en cours dans le secteur et les initiatives en vue dans le cadre de ce partenariat.

« L'Onudi compte appuyer le gouvernement congolais au niveau de sa politique d'industrialisation et de la diversification de l'économie nationale, c'est-à-dire de soutenir le secteur privé et le secteur hors pétrole. Nous allons également aider le pays à se doter d'un cadre institutionnel et d'infrastructures favorables au développement industriel », a précisé Raymond Tavares.

Cela nécessite des installations de qualité mises à la disposition du secteur privé national, répondant au besoin de produit de qualité que les Congolais pourront consommer à chaque instant, sans aucun souci. C'est pourquoi, en dehors de la future cartographie, une priorité est donnée au renforcement des capacités institutionnelles, en commençant par le ministère concerné et les autres structures sous tutelle. Pour accéder à des compétences dans le domaine, un cadre de collaboration sera instauré entre le département du développement industriel et le monde de la recherche et l'enseignement supérieur.

Tous ces efforts visent, selon le représentant de l'Onudi, à préparer le pays à pouvoir intégrer la Zone de libre-échange continentale africaine, pour que ce nouveau marché constitue une opportunité et non une menace.

Fiacre Kombo

« L'Onudi compte appuyer le gouvernement congolais au niveau de sa politique d'industrialisation et de la diversification de l'économie nationale, c'est-à-dire de soutenir le secteur privé et le secteur hors pétrole. Nous allons également aider le pays à se doter d'un cadre institutionnel et d'infrastructures favorables au développement industriel »,

LE FAIT DU JOUR

M'Bissa revient

284 pages composent le livre que vient de publier Claude Richard M'Bissa chez L'Harmattan Congo- Brazzaville. Le sociologue et auteur de plusieurs ouvrages dont le champ d'études inclut aussi la politique expose sur « L'histoire au présent » qu'il présente comme sa ou « une contribution à la vérité sur la gouvernance publique au Congo » dans la période de 2005 à 2020. Un sujet d'une actualité renouvelée tant il est vrai que trois décennies après l'avènement du pluralisme politique, l'édifice démocratique est toujours à construire.

Observateur passionné de la vie politique de son pays, cet homme qui s'est essayé lui-même à la compétition partisane sans beaucoup de réussite à l'avantage de

connaître ses différents acteurs. Il en fait la preuve dans ce nouvel ouvrage. Sa part de « vérité » n'est pas éloignée du regard personnel qu'il porte sur les événements qu'il a vécus, que le Congo a connus, et qui en constituent le fil par lequel lui ou quelqu'un d'autre peut analyser, commenter, extrapoler et tirer les conclusions que lui impose son propre arbitrage.

Qu'est ce qui le motive dans ce travail ? Claude Richard M'Bissa a choisi de disserter sur les questions de gouvernance publique générale ; sur la problématique des partis politiques ; le Parti congolais du travail ; la question électorale ; et enfin sur des questions sociales diverses, un « fourre-tout » dans lequel il traite de l'approvisionnement en eau et en électricité de Brazzaville et ses environs, évoque aussi Kel-

lé, le district qui l'a vu naître, et la Cuvette-Ouest, département de son attache.

Les cinq thématiques sont développées autour des articles que l'auteur a publiés dans la période considérée, quinze années tout de même, dans le journal «La Semaine Africaine». La force des exposés réside dans le fait que durant ce long intervalle, M'Bissa a récolté le moindre détail sur ces problématiques laissant s'exprimer son talent dans le rapport à la discussion. Pour qui l'a lu auparavant, et c'est ma modeste appréciation, ses ouvrages reflètent le regard de sociologue qu'il est à la base, et quitte à paraître rigide, voire sévère, se résume à ne jamais renoncer à ses convictions.

Pour l'auteur, et là-dessus il rejoint en partie les conclusions de la récente

concertation politique d'Owando, dans la Cuvette, certaines questions liées à la gouvernance électorale restent en débat. En particulier le découpage électoral ou encore la personnalité de la commission électorale. En raison de sa place dans l'échiquier politique nationale, le Parti congolais du travail fait l'objet d'un intérêt particulier dans le chapitre III intitulé très justement « La problématique du Parti congolais du travail ». Claude Richard M'Bissa estime que ce parti n'a pas vidé la querelle sur la refondation pour laquelle, il y a plus d'une décennie, les esprits s'étaient échauffés.

Le but des écrits est d'éclairer l'opinion des lecteurs sur les enjeux des questions traitées. Il n'est pas de les faire changer d'idée. C'est pour cela qu'il est enrichissant de lire les livres

Gankama N'Siah

CORRIDOR OUESSO-SANGMÉLIMA

La CEEAC plaide pour l'opérationnalisation du comité de gestion

Une délégation de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), conduite par la commissaire à l'Aménagement et aux Infrastructures, Marie-Thérèse Chantal Ngakono, a sollicité le 1er avril à Brazzaville l'appui du Sénat dans le processus d'opérationnalisation du comité de gestion du corridor Ouesso-Sangmélina et la liaison entre Brazzaville et Yaoundé dans le cadre du projet Ketta-Djourn.

« Pour le comité de gestion de ce corridor, il faudrait qu'une convention soit signée entre la République du Congo et la République du Cameroun avant sa ratification par les chefs d'Etat des deux pays. Les deux Etats ont le texte de travail. Nous sommes venus pour ce plaider auprès du Parlement du Congo », a déclaré Marie-Thérèse Chantal Ngakono. Elle a également fait savoir que « lorsque l'exécutif ou les politiques impliqués côté Congo auront adopté la position du Cameroun, auront négocié avec le Cameroun, le texte final sera soumis à l'approbation du Parlement congolais, notamment l'Assemblée nationale et le Sénat ».

Marie-Thérèse Chantal Ngakono a dit anticiper ce plaider auprès du Sénat de telle sorte que l'institution ne soit pas surprise et qu'elle puisse s'as-

surer qu'en temps opportun, la CEEAC aura l'assentiment de l'accord des parlementaires de la République du Congo. « Nous avons donc été rassurés par le président du Sénat qui a exprimé toutes les dispositions à travailler pour cette initiative louable des chefs d'Etat des deux pays », a-t-elle souligné.

Ce projet, a-t-elle rappelé, prévoit le bitumage de la route mais la CEEAC, qui a assuré les études et assure aussi la coordination générale de ce projet intégrateur, devrait également travailler pour la construction d'un poste de contrôle frontalier chargé de faciliter les échanges, les transports, la réduction des obstacles, etc. « Nous avons traité le côté technique avec madame la ministre en charge de l'intégration du Congo-Brazzaville », a-t-elle indiqué.

Jean Jacques Koubemba



Pierre Ngolo échangeant avec la délégation de la CEEAC

Un poste de contrôle unique pour gérer le réseau routier

La mise en service depuis quelques mois de la route bitumée Ouesso-Sangmelima a permis de densifier les échanges entre les deux pays voisins. Pour assurer la fluidité du trafic et des transits sur le réseau routier, les gouvernements congolais et camerounais veulent installer un poste de contrôle unique, une entité interétatique dotée d'une autonomie financière.

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) a été choisie pour faciliter les négociations entre le Congo et le Cameroun, avec la construction du poste de contrôle unique frontalier, l'opérationnalisation de la structure et la mise en place d'un comité de gestion du corridor. Une convention devra être signée par les parties en vue de régir les objectifs pour en faire un corridor de développement.

La relance du dossier du Plan directeur consensuel des transports en Afrique centrale a été au cœur d'une rencontre, le 31 mars à Brazzaville, entre la ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, et la secrétaire générale adjointe de la CEEAC, Thérèse Chantal Mfoula Ngakono.



« Il s'agit d'un dossier très important de l'intégration sous-régionale que nous venons de relancer ; le Congo et le Cameroun avaient décidé d'aménager

le tronçon manquant de la liaison inter-capitale entre Brazzaville et Yaoundé, à savoir l'axe Ouesso-Sangmelima », a indiqué la secrétaire générale adjointe de

la CEEAC. Elle a fait savoir que la future structure sera également dotée d'un cadre juridique d'une institution internationale afin de mieux représenter les deux pays.

En charge de la coordination des activités du projet, la CEEAC prévoit donc la mise en place d'un système de scanner pour harmoniser les procédures douanières, afin d'assurer la fluidité du trafic, des transits et d'éviter le risque de la flambée des prix des marchandises.

La responsable de la CEEAC s'est montrée rassurante sur la feuille de route, ajoutant que les gouvernements sont engagés à accélérer le projet indispensable pour les échanges commerciaux, ainsi que l'intégration sous-régionale. À cela il faut rappeler que cette initiative communautaire s'inscrit dans le cadre du projet régional d'aménagement de la route Ketta-Djourn, dont les accords ont été signés depuis 2010 par les autorités congolaises et camerounaises.

Fiacre Kombo

NAVIGATION FLUVIALE

Les experts de la Cicos et les constructeurs des baleinières réunis à Brazzaville

La recrudescence des incidents et accidents sur les voies fluviales du Bassin du Congo constitue une préoccupation majeure pour la Commission internationale du Bassin du Congo-Oubangui-Sangha (Cicos) qui en fait un cheval de bataille. Dans cette optique, il s'est tenu, le 31 mars à Brazzaville, un atelier national de consolidation du modèle de baleinière pilote retenu en République du Congo.

L'atelier poursuivait un double objectif : consolider les éléments permettant la construction du modèle de baleinière pilote et collecter et analyser les caractéristiques techniques à partir des APS/APD de la baleinière.

Pour ce deuxième objectif, il s'est agi plus précisément de collecter les informations relatives aux types de bois disponibles localement ; aux fournisseurs locaux existants ; aux autres consommables locaux à utiliser ; aux prix des matériaux locaux à utiliser ; aux conditions d'importation d'équipement à commander ; et enfin, aux caractéristiques spécifiques de la baleinière à construire. Enfin, les participants à l'atelier ont identifié les moyens disponibles pour le passage à la phase ultérieure de la construction de la baleinière pilote.

La Cicos bénéficie à cet effet de l'appui technique d'un consultant international afin de l'accompagner dans la réalisation



du projet. La République du Congo a été retenue comme premier pays bénéficiaire dudit projet. Cette action entre dans le cadre de l'activité 5 intitulée « Construction de modèle de baleinières conformes aux normes en République centrafricaine et en République du Congo » du

projet Appui à la réglementation, la facilitation, la sécurisation et la durabilité du transport fluvial dans la zone Cicos, financé par l'Union européenne dans le cadre du 11e Fonds européen de développement.

« Le modèle qu'on a retenu répond en premier à la sécurité.

Photo de famille à l'issue de l'atelier/DR
C'est un modèle qui a une certaine stabilité, une résistance et une structure de forme. Pour obtenir ce résultat, on a abandonné la construction faite des joints ; nous sommes passés à une construction à bord, des arçons (des tuiles qui se chevauchent les unes

sur les autres) », a précisé le consultant international, Bernard Peignon. « La Cicos a défini cinq catégories de baleinières. Pour ce projet, c'est la catégorie 2 qui a été retenue. La baleinière mesure 20 m, avec un port de trente tonnes. Tous les retours d'expérience qui seront collectés, à l'issue de l'exploitation, amèneront les charpentiers et les constructeurs à l'agrandir, l'idée c'est d'arriver à faire un modèle qui soit vrai », a-t-il ajouté.

Signalons que cet atelier a été présidé par le conseiller à la navigation fluviale chargé de la Cicos du ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Michel Adoua, en présence du directeur de l'Ecole régionale de formation aux métiers de la navigation intérieure, représentant du secrétaire général de la Cicos, Constantin Mbandinga.

Guillaume Ondze

MAKÉLÉKÉLÉ

Le pont Djamé maintenant opérationnel

Construit par l'Association Diata-Château d'eau innovation que dirige Alban Kaky, le pont qui joint les quartiers Méteo et Nganguoni a été inauguré, le 1^{er} avril, par le secrétaire général de la mairie du premier arrondissement Makélékélé, Bertrand Sévère Ayeba Ebambi.

Au nom de l'administrateur maire de Makélékélé, Bertrand Sévère Ayeba Ebambi a coupé le ruban inaugural du pont Djamé qui relie les quartiers Nganguoni (Château d'eau) puis Méteo, dans le premier arrondissement de Brazzaville, Makélékélé. Il a, ainsi, invité les riverains à plus de vigilance afin de conserver ce bijou. L'une des conditions pour joindre facilement les deux quartiers très proches était le versement d'un montant donné. Certains jeunes assuraient le transport des citoyens au dos, d'autres le facilitaient en installant régulièrement des sacs de sable. Le principal acteur de ces initiatives s'appelle Djamé, un habitant du quartier.

Bien avant, la population ou les usagers de ce tronçon, plus de 4 000 personnes par jour, payaient un montant donné auprès de ceux qui entretenait le lieu et facilitaient la traversée.

« Nous avons beaucoup souffert ici. C'était difficile pour traverser car il fallait verser obligatoirement 50 ou 100 F CFA avant de passer. Je vis au Château d'eau et je travaille à Méteo, alors vous pouvez imaginer mon calvaire quotidien. Il arrivait des moments où nous échangeons des paroles, pas trop bien, avec M. Djamé, à cause des montants qu'il fallait toujours payer. Là, je suis délivré grâce aux œuvres salvatrices d'Alban Kaky », a expliqué un riverain.

Après avoir perdu son gagne-pain, le tenancier du lieu, M. Djamé, n'a pas été abandonné par les initiateurs du projet de construction du pont. A sa demande, il a reçu quatre bidons de pétrole et deux sacs de charbon afin de le permettre de se lancer dans un autre commerce susceptible de compenser son revenu habituel.



Les membres de l'association Diata Château d'eau innovation, qui militent pour la promotion et la vulgarisation depuis 2016, pensent que cette œuvre va soulager plusieurs

citoyens. « C'était difficile de passer par ici surtout du fait que la nuit, il n'y avait pas de lumière et c'était un coin des bandits. Nous avons mis la lumière avant de débiter les travaux. Après plusieurs

La visite guidée du pont Djamé/Adiac échanges avec la population environnante, nous avons décidé de construire ce pont avec les matériaux durables », a expliqué Alban Kaky.

Rude Ngoma

MOIS DE MARS

Garantir à la femme tous ses droits

La Fondation Frédéric-Ndeké a pris, le 30 mars à Brazzaville, l'engagement d'œuvrer aux côtés du gouvernement et des autres organisations non gouvernementales pour restituer à la femme tous ses droits.

L'organisation non gouvernementale que dirige l'administrateur maire de Talangaï, sixième arrondissement de Brazzaville, Privat Frédéric Ndeké, a bouclé le 30 mars le mois de la femme à travers une conférence-débat regroupant les femmes des associations et mutuelles qui lui sont affiliées. Au centre de cette rencontre, trois communications portant sur la genèse de la journée du 8 mars, les thèmes international et national.

A propos de cette genèse, le coordonnateur national de la fondation, David Moutakala, a rappelé que cette fête a été instituée en hommage à la grève des femmes qui travaillaient dans des usines de textiles à Saint Petersburg, en ex-URSS. Elle a été officialisée en 1977 par l'ONU dans la foulée de l'année internationale de la



Privat Frédéric Ndeké posant avec un échantillon des femmes / Adiac

femme, célébrée en 1975.

Dans sa communication portant sur les thèmes international et national « L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable » et « Le bilan de la femme congolaise aux fonctions politiques et électives », Dominique Longuedzé a fixé l'auditoire sur le rôle que

doivent jouer les femmes dans la société. Selon cette journaliste de formation, la femme congolaise devrait, par exemple, lutter pour qu'elle soit admise à l'École militaire préparatoire général Leclerc, considérée jusqu'aujourd'hui comme l'apanage des hommes. Elle devrait

aussi lutter contre certaines pratiques consistant à freiner son évolution dans la société. L'oratrice s'est, par ailleurs, félicitée des avancées enregistrées au Congo dans le cadre de la protection des droits des femmes, tout en rappelant que seule la lutte libre. Se félicitant de la qualité des

exposés, le président de cette fondation éponyme, Privat Frédéric Ndeké, a déclaré que loin d'être une journée du pagné, la fête du 8 mars doit interpeller la conscience de tout un chacun et particulièrement les hommes parce qu'il n'y a jamais de victimes sans bourreaux. « *Oui, si la femme est victime de la discrimination, victime de la violence dans toutes ses formes, c'est de la faute des hommes que nous sommes. C'est pour dire que notre implication est de mise pour corriger ces faiblesses, corriger ce statut de supériorité* », a-t-il dit, appelant les autres organisations non gouvernementales, individualités et l'Etat à jouer aussi leur partition. Notons qu'à la fin de la cérémonie des pagnes ont été remis aux femmes.

Parfait Wilfried Douniama

Les femmes de la Sangha invitées à sortir du mutisme

La gent féminine des localités de Ndoki Mokobo et Kabo, dans le département de la Sangha, ont été invitées à vaincre la timidité, à l'occasion des activités marquant la clôture du mois de la femme à Brazzaville organisées sur le thème « Solidarité et rôle de la femme dans la société d'aujourd'hui ».

La femme de la Sangha a été incitée à vaincre la timidité par le président de l'Association Moko-bo et Kabo (AMK), Freed Peper Yoa, lors d'une causerie-débat au cours de laquelle il a fait l'histoire de la Journée internationale de la femme célébrée dans le monde entier. La rencontre a été organisée dans l'objectif d'examiner les problèmes liés à la femme en général et celle de l'AMK en particulier.

Freed Peper Yoa a expliqué que les premières revendications de la femme portaient sur le droit de vote, le droit de participation à la vie politique, l'accès au travail ainsi qu'à l'éducation, indiquant que ces dernières années les réclamations visent surtout à obtenir l'égalité entre l'homme et la femme, la parité et l'équité salariale et bien d'autres.

Au Congo, a-t-il poursuivi, les femmes ont marqué l'histoire leur mouvement dénommé « Union révolutionnaire des femmes du Congo », dont la devise était « Seule la lutte libre ».

Selon lui, le mois de mars devrait interpeller les femmes à faire le bilan des revendications afin de projeter l'avenir, ajoutant que les institutions internationales et nationales ont doté la femme de



Les membres de l'AMK/Adiac

« Les femmes doivent prendre le devant de la scène pour atteindre leur vision. Soyez des leaders, brisez les barrières imposées à vous car vous avez des potentialités »,

toutes sortes d'instruments juridiques. « *Les femmes doivent prendre le devant de la scène pour atteindre leur vision. Soyez des leaders, brisez les barrières imposées à vous car vous avez des potentialités* », a conseillé Freed Peper Yoa. Abordant le rôle d'éducatrice dans la société, il a rappelé que les femmes sont porteuses de vie, de paix et participant à la vie économique du pays dans tous les secteurs d'activités.

A leur tour, les femmes de Ndoki Mokobo et Kabo ont reconnu leur mutisme et promis d'intégrer le réseau d'échange pour vaincre la peur. Vannelle Longuélé, membre de l'AMK, a témoigné que l'échange a apporté des connaissances enrichissantes. Elle a émis le souhait au bureau de l'association de poursuivre dans cet élan et de favoriser la participation à d'autres formations des femmes pour une ouverture d'esprit. De son côté, Mavie Ekoubanga a proposé la création d'une cellule de suivi dans laquelle les femmes pourront soumettre librement leurs préoccupations.

Notons que la rencontre a été marquée par la remise des pagnes afin d'immortaliser la journée du mois de la femme.

Lydie Gisèle Oko

SÉCURITÉ MARITIME

Les ministères de la Défense et de l'Agriculture s'engagent pour un partenariat

Un accord technique relatif au projet « Amélioration des conditions d'exercice de la pêche maritime et de la durabilité de sa gestion au Congo » a été signé, le 1er avril à Brazzaville, par le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, et son homologue de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo.

La démarche entreprise matérialise la volonté des deux parties de respecter les clauses de l'accord qui s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement de la République du Congo par l'Agence française de développement et l'Union européenne, en vue du renforcement des mesures permettant de retrouver un mode d'exploitation durable des ressources halieutiques.

Ainsi, le présent accord, une fois entré en vigueur, va impliquer la marine nationale, l'administration nationale compétente pour la réalisation des contrôles en mer aux fins d'une préservation du patrimoine halieutique national.

Il s'agit là d'une préfiguration de la mise en œuvre du concept de l'action de l'État en mer et dans les eaux continentales dans l'esprit des engagements bilatéraux inter administrations comme l'un des éléments de réponse à la problématique de la protection des intérêts économiques et environnementaux en mer et, peut-être demain, dans le fleuve.

Guillaume Ondze

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Les enseignants vacataires déclenchent une grève illimitée

« Compte tenu du non-respect des engagements pris par la hiérarchie, l'assemblée générale extraordinaire du Collectif des enseignants vacataires de l'Université Marien-Ngouabi décide d'une grève illimitée au sein des établissements à compter de jeudi 31 mars », peut-on lire sur l'avis de grève dudit collectif rendu public à Brazzaville.

Selon le même document, la reprise des cours est conditionnée par le paiement des heures de vacation 2016-2017 (les oubliés) ; 2017-2018 (25%) ; 2018-2019 ; 2019-2020 ; 2020-2021. Le Collectif des enseignants vacataires sollicite le recrutement de ces derniers en qualité de permanents. « Le Collectif met en garde les enseignants vacataires qui ne vont pas observer cet avis de grève », souligne le document.

Rominique Makaya

SOLIDARITÉ

Des tonnes de sacs de riz remis à la FCA

Le ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire a offert, le 1er avril à Brazzaville, plusieurs tonnes de sacs de riz à la Fondation Congo Assistance (FCA) qui les distribuera à son tour aux personnes vulnérables.

Le don a été réceptionné par le secrétaire général de la FCA, Michel Mongo, représentant la présidente de cette organisation, Antoinette Sassou N'Guesso. Il a remercié le ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, animé par Irène Marie Cécile Mboukou- Kimbatsa.

« Notre joie est immense dans la mesure où le ministère des Affaires sociales et de l'Action humanitaire nous a toujours accompagnés dans l'œuvre sociale que nous entreprenons en direction de la population vulnérable. Recevoir ce don qui est le fruit de la coopération nippo-congolaise est un geste très important. Nous allons le distribuer à la population cible que nous connaissons déjà, afin de lui apporter quelque chose pour essayer d'améliorer son quotidien difficile », a indiqué Michel Mongo.

Pour lui, le choix de la FCA n'a pas été fait d'une manière arbitraire, mais tout simplement parce qu'elle « essaie d'apporter l'assistance qu'il faut à la population vulnérable ».

Selon la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, les sacs de riz sont un don du Japon au Congo pour assister les



Michel Mongo réceptionnant le don/Adiac

victimes des inondations survenues dans la partie nord du pays en 2019.

« Parmi ce don, il y a une partie que nous devons mettre à la disposition des fondations et associations qui œuvrent dans le social. Etant donné que la FCA travaille beaucoup pour aider les personnes vulnérables ou des ménages démunis, il était de bon aloi qu'une partie du don lui soit remise pour être distribuée à la population qui est dans le besoin. Cette fondation a une base de données des personnes à venir en aide, notamment des hôpitaux, des maternités, des crèches et hospices des personnes âgées », a expliqué la ministre.

Signalons que le ministère des

Affaires sociales et de l'Action humanitaire a réceptionné, le même jour, un don de la part de la société Express Union Congo, composé des sacs de riz, des cartons d'huile et de savon estimé à plus de deux millions F CFA, destiné aux sinistrés de la partie septentrionale du Congo, victimes des inondations. « Face aux souffrances de la population sinistrée suite aux inondations intervenues dans la partie septentrionale du pays, nous avons réagi en accomplissant ce geste qui est une manière de manifester notre amitié et notre solidarité à son endroit », a indiqué le responsable d'Express Union Congo, Yonta Fepi Rostant.

Yvette Reine Nzaba

ALIMENTATION

L'Afrique pourrait manquer de fonds pour acheter des céréales

Les pays africains pourraient ne pas avoir assez de fonds pour acheter des céréales, car les prix ont atteint un niveau record. Si l'Afrique perd le grain russe, les prix seront encore plus élevés, a déclaré le président de l'Union céréalière russe (RZS), Arkadi Zlotchevski à Tass.

« La population dans les pays africains est pauvre, il y a donc un faible pouvoir d'achat. Dans le même temps, les prix ont atteint un niveau record, de sorte qu'ils pourraient tout simplement ne pas avoir assez d'argent. D'où le problème de la malnutrition et de la faim, pas à cause de la quantité de céréales produites ou de la disponibilité des ressources. [...] Économiquement, les pays africains dépendent de nous, car notre grain leur offre concurrence et des prix attractifs et s'ils n'y ont pas accès, les prix augmenteront encore plus », a expliqué Arkadi Zlotchevski.

Selon l'indice de prix du blé FOB dans les ports de la mer Noire (le vendeur remplit ses conditions lorsque la cargaison entre à bord du navire au port de chargement, Ndlr) au niveau de départ, les prix sont descendus et ont

atteint le niveau de 315 dollars, puis ont fortement augmenté à 460 dollars, et ont progressivement chuté au niveau d'aujourd'hui d'environ 365 dollars, a expliqué le directeur général de l'Institut de la conjoncture du marché agricole, Dmitri Rylko.

Les livraisons de céréales russes sont critiques, car la Russie est le leader mondial des exportations de blé : la saison dernière, sa part a atteint 20,1%, a déclaré le président du Conseil d'administration de l'Union des exportateurs de céréales, Edouard Zernine. « Pour la Russie, le blé est un produit phare qui bénéficie d'une forte demande à l'étranger et son prix dans le port de Novorossiïsk est l'un des benchmarks pour le marché mondial du blé », a-t-il expliqué. Selon les calculs préliminaires, depuis le début de la saison, la Russie a déjà exporté trente millions de tonnes de céréales, dont

vingt-cinq millions de tonnes de blé, tandis que le top 10 des pays acheteurs représente plus de 75% des exportations de blé (dix-neuf millions de tonnes). Tous en raison de la proximité géographique et de la simplicité de la logistique sont en Afrique, ainsi qu'au Moyen-Orient, a déclaré Edouard Zernine. Les trois plus grands acheteurs de céréales russes cette saison sont l'Égypte, la Turquie et l'Iran, a ajouté Arkadi Zlotchevski. En outre, selon Dmitri Rylko, d'importantes expéditions ont été effectuées au Nigeria et en Libye, avec des chiffres record dans ce dernier.

« La Russie a été le plus grand exportateur de blé au cours de deux des trois dernières saisons. En outre, la Russie est l'un des plus grands exportateurs d'orge, de pois (c'est une culture de légumineuses, mais s'applique également

aux céréales) », a souligné Dmitri Rylko. La Russie représente 28% des importations totales de céréales en Afrique, a-t-il ajouté. La saison prochaine, à la liste des importateurs actifs de céréales russes, peut être ajoutée la Chine, avec qui au début de cette année ont été signés les documents nécessaires, ainsi que pour la première fois après une pause de cinq ans, la Russie a mis le blé sur le marché de l'Algérie. A l'avenir, il est prévu de renforcer encore les liens commerciaux, a souligné Edouard Zernine. Les principaux concurrents de la Russie pour les ventes de céréales sur le marché africain sont la France, le plus grand producteur de blé dans l'Union européenne, ainsi que l'Argentine, a déclaré Arkadi Zlotchevski. Dmitri Rylko a également distingué l'Allemagne et les États-Unis parmi les principaux fournisseurs.

Indicateurs des exportations de céréales en provenance de Russie

Le ministère de l'Agriculture estime les exportations de céréales de la Russie dans l'année agricole 2021-2022 à 45-48 millions de tonnes. Bien que le ministère n'ait pas encore donné de prévisions d'approvisionnement en blé pour l'exportation, selon le Centre d'évaluation de la qualité des céréales, les exportations de cette culture pourraient atteindre 37 millions de tonnes. À son tour, le ministère de l'Agriculture des États-Unis estime les exportations russes de blé en 2021-2022 à 32 millions de tonnes. Dans le passé (1 juillet 2020 - 30 juin 2021), les exportations de céréales de la Russie se sont élevées à 49 millions de tonnes, dont 38,4 millions de tonnes de blé.

TASS



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ENI CONGO COLLABORE AVEC LES POUVOIRS PUBLICS DANS LA LUTTE CONTRE LA RÉSURGENCE DE LA ROUGEOLE

Loango (Congo), le 31 mars 2022 - Eni Congo a commencé la distribution de médicaments et à former du personnel soignant du département du Kouilou, se joignant ainsi aux initiatives des autorités locales face à la résurgence d'une épidémie de rougeole dans cette contrée, ceci pour compléter les actions déjà entreprises avec le département de Pointe-Noire pour le même objet il y a quelques jours de cela.

L'action de Eni Congo pour apporter son soutien aux autorités sanitaires se manifeste par la dotation en médicaments contre la rougeole, la distribution de médicaments en tout genre pour les structures sanitaires périphériques, la formation du personnel sanitaire et finalement l'appui à la sensibilisation à travers les dialogues communautaires.

Les fournitures ont été réceptionnées par une délégation conduite par le Dr Chantal Portela, directrice départementale de la Santé du Kouilou.

Mirko Araldi, le directeur général de Eni Congo a commenté: « Supporter les communautés locales fait partie de notre culture et de notre mission. C'est pourquoi, face à cette urgence sanitaire, nous ne pouvions pas rester impassibles, car la santé et la sécurité des personnes est au cœur de nos priorités ».

Depuis la fin de l'année passée, les départements de Pointe-Noire et du Kouilou enregistrent une augmentation des cas de rougeole, notamment dans la population la plus jeune. Le nombre de cas enregistrés au 22 février 2022 dans le département de Pointe-Noire serait de 3 910 avec 105 décès. Dans le département du Kouilou, limitrophe, le nombre de cas suspects confirmés était de 93 au 17 mars 2022.

La rougeole est une maladie très contagieuse et grave, elle demeure l'une des principales causes de décès chez les jeunes enfants. La plupart des décès sont dus aux complications les plus graves. Aucun traitement antiviral spécifique n'existe, mais un vaccin sûr et efficace est disponible.

Eni Congo soutient déjà le département du Kouilou à travers le Projet intégré de Hinda, qui concerne aussi le secteur santé, à travers la réhabilitation ou la construction des Centres de santé intégrés, la dotation d'équipement, d'ambulances et de médicaments.

Contacts de l'entreprise :

Communication Externe de Eni Congo

Tel : 05-314-01-65 / 05-800-61-10

Email : Communication.Externe.enicongo@eni.com

NÉCROLOGIE



La famille Mbembe informe les parents, amis et connaissances du décès de Mme Honorine Loutaya (inspectrice des Impôts à la retraite) survenu le 20 mars 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient aux alentours de l'Imprimerie nationale à Bacongo.

L'inhumation a lieu le mardi 5 avril au village Mayitoukou à GomaTsé-Tsé dans le département du Pool.



**OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!**
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsimé Mikalou.

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepêchesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr



CHINE-UNION EUROPÉENNE

Relever les défis planétaires par la solidarité, la coopération et le multilatéralisme

Le président chinois, Xi Jinping, a plaidé le 1er avril, à l'occasion d'un entretien en visioconférence avec le président du Conseil européen, Charles Michel, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, pour un renforcement du partenariat Chine-Union européenne (UE) afin de relever ensemble les défis planétaires par la coopération et le multilatéralisme.

« La Chine et l'UE devaient être deux grands marchés pour le développement commun et contribuer à l'approfondissement de la mondialisation économique par leur ouverture et leur coopération », a indiqué le président chinois, invitant les entreprises européennes à investir et à s'installer en Chine. Il a souligné à ses interlocuteurs que les deux parties devraient renforcer la synergie de leurs stratégies de développement et explorer les points de convergence entre le nouveau concept de développement et la nouvelle dynamique de développement des politiques économiques et commerciales de l'UE fondées sur l'autonomie stratégique ouverte.

Rappelant à la même occasion que la Chine et l'UE sont deux civilisations brillantes pour le progrès de l'humanité et relevant les défis planétaires par la solidarité et la coopération, le président chinois a invité les deux parties à œuvrer pour le véritable multilatéralisme dans une vision de gouvernance mondiale ayant pour base l'Initiative pour le développement mondial.

En réaffirmant l'engagement commun des deux parties à défendre la paix et à préserver le multilatéralisme, les dirigeants chinois et européens entendent ainsi œuvrer davantage pour renforcer



Le président Xi Jinping et les deux dirigeants de l'UE lors de l'échange en visioconférence, le 1er avril/Photo Xinhua.

le dialogue et la coopération au regard du contexte international actuel.

« La Chine est une force importante dans le monde à laquelle l'Europe attache une haute importance pour sa place et son rôle sur la scène internationale, ainsi qu'au développement des relations », ont affirmé Charles Michel et Ursula von der Leyen, indiquant que les relations UE-Chine sont depuis longtemps mutuellement bénéfiques.

Rejeter la mentalité de la guerre froide dans l'architecture mon-

diale

Ces deux personnalités ont aussi affirmé leur attachement au principe d'une seule Chine, et exprimé la volonté de l'UE d'approfondir la coopération dans les domaines de l'économie, le commerce, l'investissement, l'énergie et le développement vert qui constituent, d'après eux, des défis planétaires à relever.

Au sujet de la situation qui prévaut en Ukraine, les deux parties entendent privilégier la paix mondiale et la préservation du droit international ainsi que des

normes fondamentales régissant les relations internationales universellement reconnues par la Charte des Nations unies.

Dans cette perspective, le président chinois a précisé qu'il soutient l'UE dans ses efforts visant le règlement politique de la question ukrainienne, ce qui permettrait à la communauté internationale de continuer à créer un environnement favorable aux négociations entre la Russie et l'Ukraine.

Comme lors de son entretien avec le président français, Emmanuel Macron, et le chancelier allemand,

Olaf Scholz, Xi Jinping a présenté aux deux dirigeants de l'UE son initiative en six points concernant la situation humanitaire en Ukraine où la Chine a fourni des lots de l'aide humanitaire d'urgence. « Aujourd'hui, il faut rejeter la mentalité de la guerre froide dans la construction de l'architecture mondiale et régionale de la sécurité. La Chine soutient le développement d'un dialogue entre l'Europe, la Russie, les États-Unis et l'Otan pour trouver des solutions, en vue d'une architecture sécuritaire équilibrée, effective et durable en Europe », a-t-il lancé.

Selon lui, l'actuelle architecture économique mondiale s'est construite grâce aux efforts de tous les pays depuis de longues années. Il a, à cet effet, souhaité que toutes les parties préservent cet acquis.

« Il ne faut pas bouleverser le système économique mondial existant, moins encore politiser et instrumentaliser l'économie mondiale en l'utilisant comme une arme pouvant provoquer de graves crises dans le monde sur les plans financier, commercial, énergétique, scientifique, technologique, alimentaire et des chaînes industrielles et d'approvisionnement », a déclaré Xi Jinping.

Guy-Gervais Kitina

MALTE

Le pape sonne la mobilisation face à «l'urgence migratoire»

Le pape François a appelé samedi, à Malte, à une réponse massive de la communauté internationale face à l'aggravation des mouvements migratoires.

Le souverain pontife, qui s'exprimait peu après son arrivée à La Valette devant le président George Vella et le corps diplomatique, a déploré que «de l'est de l'Europe, de l'Orient où la lumière se lève en premier, soient venues les ténèbres de la guerre». Il a également dénoncé «les séductions de l'autocratie» et «les nouveaux impérialismes» qui font peser sur le monde la menace d'une «Guerre froide étendue qui pourrait étouffer la vie de peuples et de générations».

Face à ce conflit qui a jeté sur les routes de l'exil plus de 4,1 millions d'Ukrainiens, il a appelé à des réponses globales et partagées pour répondre à l'afflux de personnes fuyant leur pays, du sud vers le nord ou de l'est vers l'ouest. «Il n'est pas possible que certains pays prennent en charge l'ensemble du problème



Le pape François, en visite à La Valette, et le président maltais, George Vella (Andreas Solaro/AFP)

dans l'indifférence des autres !», a lancé le pape.

Une critique claire de la politique migratoire de Malte, régulièrement

ment accusée par les organisations non gouvernementales secourant les migrants qui traversent la Méditerranée pour ga-

agner l'Europe de fermer ses ports à leurs navires-ambulance. Situé entre la Sicile et la Tunisie, le plus petit Etat de l'Union européenne

est une porte d'entrée en Europe des migrants sur la route de la Méditerranée.

A la veille de sa visite, le pape s'était présenté en pèlerin marchant dans les pas de Saint Paul, patron de l'île. Dans son discours, il a par ailleurs opposé les vertus de «l'honnêteté, la justice, le sens du devoir et la transparence» à «l'illégalité et à la corruption» qui ternissent la réputation de Malte. Le petit Etat, membre de l'Union européenne, assoie en effet une partie de sa prospérité économique sur le secteur des jeux de hasard en ligne, les sociétés offshore et les fameux «passeports dorés» qui offrent la résidence ou la nationalité à de riches investisseurs. Après Jean Paul II en 1990 et 2001 et Benoît XVI en 2010, François est le troisième pape à visiter Malte.

Julia Ndeko avec AFP

TRANSPORT MARITIME

L'armateur MSC nouveau patron de la logistique en Afrique

Le groupe Bolloré vient d'officialiser la vente de ses activités de transport et de logistique sur le continent africain, dont le terminal des conteneurs de Pointe-Noire, au groupe italo-suisse, Mediterranean Shipping Company (MSC), pour un coût global de 5,7 milliards d'euros.

La cession intervient au terme des négociations menées avec le géant mondial (MSC) qui contrôle désormais une grande partie du secteur des transports et logistique en Afrique, soit un réseau de seize concessions portuaires, des entrepôts, des hubs routiers et ferroviaires. La prise en main effective des activités devrait être finalisée d'ici la fin du premier trimestre 2023, indique-t-on du côté Bolloré. Cette offre qui concerne aussi bien les activités de ce groupe français en Afrique que les concessions portuaires en Inde, au Timor Oriental et en Haïti a préservé les acquis à l'international de 35 000 collaborateurs de Bolloré répartis dans 109 pays sur les cinq continents.

« Ce projet préserve les emplois, garantit la pérennité des activités et des engagements pris. MSC a l'intention de conserver Bolloré Africa Logistics comme une entité autonome dont le siège restera basé à Paris, à maintenir l'organisation actuelle et bien entendu les emplois », avait précisé Anthony Samzun, directeur général de Congo Terminal, filiale du groupe Bolloré, dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville en mars dernier.

« C'est un processus qui prendra plusieurs mois », indiquait-il, peu avant la conclusion des négocia-



Le terminal de Pointe-Noire concédé au groupe MSC-DR

tions, précisant, par ailleurs, que la priorité durant cette période sensible était de continuer à respecter leurs engagements auprès des partenaires du pays, des autorités congolaises et des clients en poursuivant les projets, les investissements et l'ambition de développement des écosystèmes logistiques.

250 milliards FCFA investis au Congo entre 2009 à 2021

Selon le groupe Bolloré, la réalisa-

tion de la cession serait soumise à l'obtention d'autorisations réglementaires et des autorités de la concurrence compétente ainsi qu'à l'accord de certaines des contreparties de Bolloré Africa Logistics.

En 2021, la branche très rentable de logistique africaine, qui emploie plus de 20 000 personnes, a vu ses revenus bondir de 8% à 2,2 milliards d'euros. Cependant, les investissements de plus en plus coûteux seraient, entre autres, la cause

de cette cession par le groupe Bolloré qui entend conserver une « présence importante en Afrique », notamment via Canal+ et des investissements dans la communication (Havas), le divertissement ou l'édition, activités dans lesquelles le groupe assure qu'il « poursuivra ses développements ».

Au Congo Brazzaville où il a obtenu la concession du port de Pointe-Noire, à travers Congo Terminal, le groupe Bolloré a investi plus de

250 milliards FCFA (entre 2009 à 2021) dans le développement des infrastructures, l'acquisition d'équipements modernes de manutention et l'installation de Navis 4.2, le système d'exploitation le plus performant.

Cet investissement a permis au port de Pointe-Noire d'obtenir la distinction de « meilleure productivité à quai des ports d'Afrique centrale et de l'ouest ». Des capacités l'ayant permis de recevoir des navires de 14 000 conteneurs.

« Nous venons de réaliser en 2021 le record de 1 000 000 de conteneurs manipulés en une année. Ce qui place désormais Congo Terminal au rang de deuxième terminal de la côte ouest-africaine au sein du réseau Bolloré ports, après le Ghana », déclarait Anthony Samzun, fier de céder à MSC un site très stratégique pour le commerce dans le golfe de Guinée. Basé à Genève, MSC, propriété de la famille italienne Aponte, revendique une flotte de 560 navires et plus de 100 000 employés, avec la gestion de terminaux à Singapour, Long Beach (Californie) ou Rotterdam.

Quant au groupe Bolloré créé en 1822 par le Français Vincent Bolloré, il se dit être habité par un principe simple : « Savoir redonner une part de ce que nous avons eu la chance de recevoir ».

Guy-Gervais Kitina

APPEL A CANDIDATURES POUR LE POSTE DE RESPONSABLE DU SUIVI STRATEGIQUE AU SEIN DU CCN

Le comité de coordination nationale des projets financés par le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme « CCN » recrute un Responsable du Suivi Stratégique.

Titre du poste : Responsable du Suivi Stratégique.

Lieu d'affectation : Brazzaville.

Durée du contrat : 1 an renouvelable assorti d'une période d'essai de 3 mois.

Mission : Favoriser la réussite des discussions et de la prise de décision analytiques et fondées sur des données, et leur apporter un appui ; Apporter un appui à la planification et à la mise en œuvre du suivi stratégique ; Apporter un appui technique et administratif au comité de suivi stratégique de l'instance de coordination nationale.

Responsabilités et tâches principales :

Sous l'autorité du Bureau du CCM, le Responsable du Suivi Stratégique a pour tâches :

Suivi trimestriel et présentation de rapports sur l'absorption des ressources disponibles pour le suivi stratégique au titre de l'accord de financement de l'instance de coordination nationale ;

Présentation dans les délais d'outils de suivi stratégique complets, de résumés techniques et d'analyses pour servir d'appui aux réunions du comité de suivi stratégique. Un délai de cinq jours ouvrés au plus tard avant la date de réunion est considéré comme une pratique exemplaire ;

Présentation dans les délais au comité de suivi stratégique d'un procès-verbal de la réunion trimestrielle du comité de suivi stratégique avec les récipiendaires principaux. Un délai de

trois jours ouvrés au plus tard après la date de tenue de la réunion est considéré comme une pratique exemplaire ;

Présentation dans les délais des rapports des visites sur le terrain au président du comité de suivi stratégique. Un délai de trois jours ouvrés après la date de la visite est considéré comme une pratique exemplaire ;

Formation semestrielle sur le suivi stratégique pour chaque nouveau membre du comité de suivi stratégique.

Profil du candidat

Diplôme et expérience

Qualifications, expérience et compétences Qualifications et expérience

Licence exigée (BAC +3); spécialisation en sciences sociales, santé publique ou études des populations fortement souhaitées, et diplôme supérieur préféré ;

Au moins 3 ans d'expérience en suivi et évaluation ou suivi stratégique de projets/programmes ;

Expérience de la mise en œuvre de systèmes de suivi et d'évaluation à l'échelle d'un projet ou d'un pays ;

Expérience dans la coordination et le suivi des projets financés par le Fonds Mondial ou similaires ;

Bonne connaissance sur le fonctionnaire du système sanitaire national ;

Connaissance spécifique sur le fonctionnement des programmes de lutte contre le VIH, la Tuberculose et le Paludisme ;

Connaissance souhaitée de la politique relative aux instances de coordination nationale et de la fonction de suivi stratégique du Fonds

mondial ;

Dans un contexte de préparation à la transition : connaissance des processus du Fonds mondial relatifs à la transition et des orientations du Fonds mondial pour la pérennité, la transition et le cofinancement (souhaitée) ;

Connaissance des structures du système de santé national ;

Connaissance des indicateurs épidémiologiques pour le VIH, la tuberculose et le paludisme, et des indicateurs financiers ;

Expérience du travail en matière de gouvernance faisant intervenir de nombreuses parties prenantes.

Compétences

Maîtrise de la collecte et de la triangulation de données, et de l'analyse d'informations émanant de différentes sources ;

Compétences en analyse stratégique et établissement de rapports pour l'appui à la prise de décisions en matière de politiques ;

Aptitude à synthétiser les informations financières, programmatiques et de gestion ;

Maîtrise de Microsoft Office, en particulier Microsoft Excel et Microsoft Project ;

Capacité à travailler efficacement avec les membres du personnel et les organisations partenaires ;

Excellentes qualités relationnelles et aptitude avérée à communiquer et échanger avec des fonctionnaires de haut niveau du gouvernement, des ONG, des organismes des Nations Unies et du secteur privé ;

Solides compétences en rédaction, présentation, facilitation et communication ;

Aptitude à gérer un grand nombre de tâches simultanément, à définir des priorités et à travailler en autonomie aussi bien qu'en équipe.

Composition du dossier de candidature

Les dossiers de candidature comprendront les pièces suivantes :

-Une lettre de motivation pour le poste adressée à la Présidente du CCN ;

-Un curriculum vitae daté et signé ;

-Une ou des copies des diplôme(s) ;

-Un casier judiciaire et un certificat de nationalité ;

-Un certificat médical d'aptitude Physique ;

-Les attestations ou certificat de travail.

Seuls les candidats présélectionnés seront invités à passer le test.

Dépôt de candidature :

Les dossiers de candidature doivent être adressés, sous pli fermés avec mention « Recrutement du Responsable du Suivi Stratégique », à Madame la

Présidente du CCN, au plus tard le jeudi 28 avril 2022, à 16 heures et

déposés au secrétariat exécutif permanent du CCN, sis en face du CHU de

Brazzaville, bâtiment compris entre l'UNESCO et la Croix-Rouge Française, au 2ème étage.

NB : Pour d'autres informations supplémentaires en rapport avec le poste, les candidats peuvent passer au CCN pour le retrait des documents.

DÉCHÉANCE DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

L'ouverture d'une enquête judiciaire exigée

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a pris acte, le 2 avril, de la déchéance du ministre de l'Économie nationale et en appelle à l'ouverture d'une procédure judiciaire contre l'intéressé.

L'Acaj a salué l'exercice du contrôle parlementaire qu'elle considère comme un signal fort à l'égard des membres du gouvernement compromis dans des actes de corruption et de détournement. Elle estime que les instances judiciaires compétentes doivent se saisir désormais du dossier dès lors que les instances politiques ont prononcé la sanction. « *Etant donné que la sanction*

prononcée à l'égard du ministre de l'Économie nationale par l'Assemblée nationale est de nature politique, il est primordial d'enquêter sans délai sur les griefs mis à sa charge aux fins d'y donner les suites judiciaires conséquentes », a précisé l'Acaj dans un communiqué.

Selon elle, les députés nationaux doivent étendre leur sphère de contrôle



Le Ministre de l'Économie déchu, Jean-Marie Kalumba Yuma

parlementaire à tous les ministres dont la gestion calamiteuse a été récemment épinglée, notamment par l'Inspection générale des finances. La concrétisation de cette démarche augurerait des lendemains agités pour les membres

du gouvernement Sama Lukonde qui ne sont pas sans reproches au sein de l'opinion publique. Pour d'aucuns, cela précipiterait la fin d'une équipe dont la mise en place avait suscité beaucoup d'espoir pour l'amélioration des condi-

tions de vie. La généralisation du contrôle parlementaire à tous les ministres indexés renforcerait la crédibilité de l'Assemblée nationale vis-à-vis de l'opinion tant nationale qu'internationale.

« *Cela éviterait de donner l'impression ... que l'appréciation de l'Assemblée nationale serait discriminatoire en ce que ses sanctions seraient plus promptes à l'égard de certains ministres et molles pour d'autres pourtant mis sur la sellette depuis plusieurs mois en raison d'une gestion peu orthodoxe de ressources publiques* », peut-on lire dans le communiqué de l'association.

Jules Tambwe Itagali

...« *Cela éviterait de donner l'impression ... que l'appréciation de l'Assemblée nationale serait discriminatoire en ce que ses sanctions seraient plus promptes à l'égard de certains ministres et molles pour d'autres pourtant mis sur la sellette depuis plusieurs mois en raison d'une gestion peu orthodoxe de ressources publiques* »

ASSEMBLÉE NATIONALE

Le ministre des Sports dans le viseur

Le député Ngoyi Kasanji a déposé vendredi au bureau de l'Assemblée nationale une question orale avec débat, adressée au ministre des Sports et Loisirs, Serge Khonde.

Depuis la déchéance du ministre chargé de l'Économie nationale, Jean-Marie Kalumba, par les députés nationaux à la suite d'une motion de défiance, le reste des membres du gouvernement est sur le qui-vive. Décidément, tout se passe comme si les élus du peuple sont déterminés à assainir l'exécutif national en le débarrassant des ministres incompétents, improductifs et inefficaces. L'heure du bilan a sonné. Il s'avère que nombre de ministres n'ont pas été à la hauteur des espérances et risquent de terminer leur mandat sans laisser de traces parce que ne maîtrisant pas les rouages des secteurs qui sont les leurs.

Des noms sont cités comme potentiels partants dont le ministre des Sports, Serge Khonde, actuellement sous le coup d'une question orale avec débat initiée par le député national, Alphonse Ngoyi Kasanji. Ce dernier, ancien dirigeant sportif et entraînant plusieurs années

d'expérience dans le domaine footballistique, veut des explications claires sur la gestion des compétitions sportives nationales. Dans sa lettre du 1er avril adressée au ministre des Sports avec copie au Premier ministre, Alphonse Ngoyi Kasanji s'interroge sur le sens de la participation de la République démocratique du Congo aux compétitions sportives internationales.

Pour l'ancien président de Sanga Balende, la négligence ainsi qu'une absence de management aussi bien au niveau du ministère des Sports que des différentes fédérations sportives nationales seraient à la base du désordre déploré dans ce secteur avec, à la clé, une irrégularité criante dans le déroulement des compétitions sportives nationales. « *La conséquence directe de ce désordre entretenu et maintes fois décrié par l'opinion sportive congolaise est la culture de la défaite devenue systématique pour toutes les sé-*



Le ministre des Sports et Loisirs, Serge Khonde

lections qui représentent notre pays aux différentes compétitions internationales », écrit-il dans sa correspondance. Il en veut pour preuve l'arrêt brusque de la Ligue nationale de football malgré la subvention du transport des équipes par le Trésor public, mais aussi et surtout, la défaite humiliante des Léopards football au match qualificatif pour la participation à la Coupe du monde Qatar 2022.

Négligence dans la préparation des sélections nationales, légèreté et clientélisme, mauvais choix des

entraîneurs, des joueurs et autres athlètes, absence d'une vision sportive, etc., sont, de l'avis de Ngoyi Kasanji, autant des maux qui rongent la gestion du sport national. A cela s'ajoutent l'état piteux des infrastructures sportives, l'opacité des contrats signés par le gouvernement avec les entraîneurs, l'existence des conflits et désordres permanents dans les fédérations sportives nationales ...

Eu égard à la situation ainsi décrite, Ngoyi Kasanji pose quatre questions au ministre des Sports. Première-

ment : comment expliquer ce désordre devenu systémique dans les fédérations sportives ? Deuxièmement : à quand une représentation du pays par des sélections dignes de sa grandeur ? Troisièmement : comment vous conciliez l'impératif de réaliser des bons résultats avec le choix des entraîneurs résidant à l'étranger ? Quatrièmement : comment expliquez-vous votre absence remarquable au Maroc lors du match qui a opposé les Léopards football à l'équipe nationale de ce pays ?

A tout prendre, cette question orale avec débat adressée au ministre des Sports, conformément aux dispositions du règlement d'ordre intérieur de l'Assemblée nationale, particulièrement en ses articles 169 à 178, risque de faire tâche d'huile en ce sens qu'elle peut entraîner sa déchéance, lui dont la gestion du secteur des sports paraît, à maints égards, chaotique.

Alain Diasso



**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR L'ACQUISITION D'EQUIPEMENTS :
FOURNITURE ET INSTALLATION DE DEUX SCANNERS AU POSTE
DE CONTROLE UNIQUE FRONTALIER(PCUF) DE NTAM**

**PRÊT N° : - RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN N° PROJET : PZ1-DBO-083 - N° PRÊT : 2000130014483
- RÉPUBLIQUE DU CONGO N° PROJET : PZ1-DBO-167 - N° PRÊT : 20001300114482**

ADDITIF N°2

La Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), Organe de Coordination Générale du Projet et d'exécution de la composante facilitation du transport, a lancé le 09 avril 2021 un avis d'appel d'offres International pour la fourniture et l'installation de deux (02) Scanners fixes qui permettront l'inspection par imagerie à rayon X des camions et des conteneurs de fret à la recherche d'anomalies suspectes telles que les explosifs, les armes, la monnaie et les médicaments, sans avoir recours à la fouille manuelle. La procédure relative au présent appel d'offres a été suspendue en date du 16 juin 2021. La publication de cet avis porte reprise de ladite procédure.

Le présent addendum a pour objet de, (i) modifier la date de remise des offres initialement fixée au 21 juin 2021 à 10h00 (heure de Libreville). La nouvelle date de remise des offres est le 16 mai 2022 à 10h (heure de Libreville) et (ii) renforcer les spécifications techniques de deux scanners.

Les offres doivent être soumises à l'adresse suivante : Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), Cabinet de Monsieur le Président Sise derrière la Mairie de haut de Gué Gué BP 2112 Libreville (GABON) Tél : 00 241 01 44 47 31 ; Fax : 00 241 01 44 47 32 ; E-mail : commission@ceeac-eccas.org ; bakargaa@yahoo.fr

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent être présents et ce le 16 mai 2022 à 11 heures (heure locale) aux bureaux de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) ; Salle des Conférences, 1er

étage du Bâtiment A, sis derrière la Mairie de Haut de Gué Gué, Libreville (GABON).

Les soumissionnaires éligibles intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires et inspecter le dossier d'appel d'offres dans les bureaux de :

•Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) Mairie de Haut de Gué Gué- BP 2112 Libreville - GABON

Tél. 00 241 01 44 47 31 FAX : 00 241 01 44 47 32 Email :

commission@ceeac.eccas.org Departement à l'Aménagement du

Territoire et Infrastructures (Cellule de Coordination des Programmes d'Infrastructures et de Facilitation du Transport).

•Ministère des Travaux Publics au Cameroun/Cellule de Suivi de l'Exécution des Travaux routiers financés par la Banque Africaine de Développement ou la Banque Mondiale (Cellule BAD - BM), sise à l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé, Tél. (237) 222 224 451/222 222 294 ; Fax : (237) 222 234 878 /222 222 294 ; E - mail : csepr_badbm@yahoo.fr .

•Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier /Délégation Générale aux Grands Travaux, Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, sise n°2, Avenue de la base Militaire au croisement avec le Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO, 5ème Étage de l'Immeuble TAMBADOU, Batignolles, Brazzaville (Congo).

Un jeu complet de dossier d'appel d'offres peut être acheté

par les soumissionnaires intéressés sur soumission d'une demande écrite dans l'un des services mentionnés ci-dessus, sur présentation du reçu des frais d'acquisition dudit Dossier, dont le montant non remboursable est de Cent cinquante mille (150 000) FCFA. Ces frais devront être versés dans le compte bancaire dont les références sont les suivantes :

Intitulé du compte : CEEAC ROUTE KETTA-DJOURM (CEEAC)

Intitulé du compte : CEEAC ROUTE KETTA-DJOURM (CEEAC)

Numéro du compte : ouvert auprès de la Citibank à Libreville.

Devise	Code Banque	Code Agence	N° Compte	Ci6 RIB
XAF	40005	00001	00-400046-002	45

Les correspondants bancaires en zone Euros et Dollars UD sont :

Citibank LONDRES (EUR)		Citibank New York (USD)	
Code SWIFT : CITIGB2LXXX		Code SWIFT : CITIUS33	
Créditer compte Citibank Gabon 8611521 Pour bénéficiaire final :		Créditer compte Citibank Gabon 10999137 Pour bénéficiaire final :	
CEEAC ROUTE KETTA-DJOURM 40005000010040004600245		CEEAC ROUTE KETTA-DJOURM 40005000010040004600245	
IBAN: GA40005000010040004600245		IBAN: GA40005000010040004600245	
Code Swift : CITIGALX		Code Swift : CITIGALX	

Toutes les autres dispositions de l'appel d'offres restent inchangées.

Le Président de la Commission

Ambassadeur Gilberto Da Piedade VERISSIMO



**PUBLICATION DES RESULTATS DE L'AVIS A MANIFESTATION D'INTERET
N° 002/PSTAT/C/2021 POUR LE RECRUTEMENT DU CABINET D'AUDIT ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE
DU PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES (PSTAT) EXERCICES 2021,2022 et 2023.**

Pays : République du Congo

Nom du Projet : projet de renforcement des capacités en statistiques (PSTAT)

Prêt n° : 88510-CG

Nom du marché : audit administratif, financier et comptable du PSTAT, exercices 2021,2022 et 2023.

Méthode de sélection : sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC).

1/ Soumissionnaires ayant fait l'objet de l'ouverture de l'offre financière

Nom du Soumissionnaire	Prix de l'Offre lu à l'ouverture	Prix évalué de l'Offre
Cabinet KPMG :	26 692 500 FCFA HT	26 692 500 FCFA HT
Cabinet Grant Thornton	20 885 000 FCFA HT	20 885 000 FCFA HT
Cabinet COFIMA	40 140 000 FCFA HT	40 140 000 FCFA HT
Cabinet Afrique Audit Conseil (AAC)	15 000 000 FCFA HT	15 000 000 FCFA HT
Le cabinet ICS	23 580 000 FCFA HT	23 580 000 FCFA HT
Cabinet IAC	14 455 000 FCFA HT	14 455 000 FCFA HT

2/ Soumissionnaires n'ayant pas fait objet de l'ouverture de l'offre financière

Nom du Soumissionnaire	Motif de rejet
Groupement SAGES	Score de l'offre technique inférieur au score de qualification.
Consult-CECAFI-AFRICA Associates :	
Cabinet Deloitte :	Score de l'offre technique inférieur au score de qualification.

3/ Soumissionnaire retenu

Nom du Soumissionnaire	Montant total du contrat	Durée d'exécution	Résumé de l'objet du contrat
Cabinet IAC	14 455 000 FCFA HT, soit 17 175 105 FCFA TTC	La mission couvre trois exercices (2021,2022 et 2023) à raison de un (01) mois par exercice	Audit et certification des états comptables du projet

ETABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES

L'Observatoire international des prisons déplore les décès des prisonniers

Dans un communiqué, l'Observatoire international des prisons a dit être informé par les organisations non gouvernementales locales et internationales des décès des détenus en République démocratique du Congo (RDC). Il interpelle ainsi la ministre en charge de la Justice et garde des sceaux au sujet de la surpopulation des détenus dans les établissements carcéraux à travers le pays.

« Non simplement que les établissements pénitentiaires datent de la période coloniale, mais la mauvaise distribution de la justice, la corruption et plusieurs autres facteurs révèlent que votre pays ne respecte pas les normes internationales qui protègent les droits des personnes détenues », peut-on lire dans le communiqué de l'Observatoire international des prisons.

Pour illustrer ses propos, cette association a indiqué, par exemple, que les trente-cinq cas des détenus décédés récemment à la prison centrale de Makala et le cas de celui de la prison de Kasongo, dans la province du Mariema, sont liés au manque de soins, de nourritures et d'eau potable. « La RDC, votre pays, est tenue de respecter ses engagements

internationaux dûment ratifiés en rapport à la protection des droits de l'homme sous peine des sanctions », a souligné cette organisation.

Une référence au travail de la FBCP

L'Observatoire international des prisons rappelle, par ailleurs, qu'une synergie avec les organisations non gouvernementales locales va permettre un contrôle efficace. « La Fondation Bill Clinton pour la paix (FBCP), dans son dernier rapport, a révélé que dans la seule prison centrale de Makala, les détenus en détention préventive sont plus nombreux que les condamnés. Vous êtes sans ignorer que la liberté est le principe, la détention est l'exception », a fait observer l'Observatoire international des prisons. Il a relevé que des dé-



Des gardes à l'entrée de la prison centrale de Makala/AFP

tenus graciés sont toujours en prison attendant l'exécution des ordonnances présidentielles.

Cette association a également fait savoir qu'il existe des sans dossiers physiques qui sont tou-

jours en détention.

« Voilà les cas de la mauvaise administration de la justice », a écrit l'organisation, relevant les affirmations des organisations locales selon

lesquelles les contrôles de ces établissements sont quasiment inexistants.

Lucien Dianzenza

GRAND ÉCRAN

Première du documentaire « Voyage vers mes racines »

Prévue le 1er avril dans le cadre d'une soirée spéciale dédiée au parrain de la première édition du Festival Film francophone pour la jeunesse aux Mureaux, France, le cinéaste français d'origine congolaise Ecclésiaste Lemba, la nouvelle réalisation retrace son parcours lors de son premier séjour en République démocratique du Congo (RDC), la terre de ses ancêtres.

Ses souvenirs de la RDC entre juillet et août de l'année dernière, Ecclésiaste Lemba a choisi de les conserver, mais surtout de les partager au travers du documentaire « Voyages vers mes racines ». Une occasion de balader les Muriautins à Kinshasa certes, mais aussi dans les différentes contrées où il a posé ses valises, la ville de Kikwit, dans l'actuelle province du Kwilu, mais également à Boma et Matadi au Kongo central. En effet, à l'occasion de son premier séjour au pays natal de ses parents, il a également parcouru des zones rurales. Il s'est rendu dans certains territoires du Congo profond, à l'instar de la cité de Tshela, au Mayombe dans le Kongo central. Toujours dans cette province, il est allé à la découverte des villages dont est issue sa mère, dans le Mayombe, a-t-il confié au Courrier de Kinshasa. Il s'agit de Kingungila, Kibombi, Kitepo, Mbuluzi et Kiniema. Ce voyage d'Ecclésiaste Lemba vers ses racines n'a vraisemblablement pas profité qu'à lui seul. En effet, désormais plus attaché que jamais à ses « racines », il a décidé de le faire savoir aux siens restés



Ecclésiaste Lemba, parrain du Festival Film Francophone pour la jeunesse aux Mureaux/DR

au pays. Aussi, depuis fin février, les habitants du premier village susmentionné lui sont reconnaissants de l'avoir électrifié à ses frais. « Le 25 février 2022 a été une journée historique pour mon village Mongo Kingungila, les cent onze villageois ont enfin accès à l'électricité », a affirmé le cinéaste.

Comme en témoigne une vidéo qu'il a fait parvenir à

notre rédaction, ceux-ci sont frappés par la générosité de ce fils du terroir, comme ils le considèrent depuis son passage en août dernier. Une vieille parente s'est réjouie d'avoir eu pour la première fois de sa vie de l'électricité à domicile. C'est donc, comme l'a confirmé le donateur, avec ses finances personnelles qu'il a offert « un puissant panneau solaire et tout l'équi-

pement d'accompagnement nécessaire pour l'électrification du village Mongo Kingungila ». En ébullition suite à ce geste posé à son endroit, cette contrée située dans le district du Bas-Fleuve fait l'exception. En effet, a souligné Ecclésiaste Lemba, « Mon village est désormais le tout premier du territoire de Tshela où tous les habitants ont tous accès au courant sans exception grâce à l'énergie solaire ». Ce détail est d'autant plus important qu'il a été confirmé que certains villageois du même coin ont le courant grâce à l'énergie solaire mais jusqu'à présent aucun village tout entier n'avait accès au courant.

Une fierté pour les Muriautins

Les bénéficiaires ont témoigné leur gratitude à l'endroit du cinéaste qu'ils jugent soucieux du développement du Mayombe et croient que ce geste posé devrait entraîner d'autres. Ils nourrissent l'espoir que « d'autres personnalités ou anonymes suivront cet exemple du jeune cinéaste ». En effet, les villageois sont marqués par le fait que « quoique né

en France, Ecclésiaste Lemba se soit montré très fier de ses origines ancestrales Muyombe et Mbala, lors de son séjour ».

Par ailleurs, notons que la première édition du Festival Film francophone pour la jeunesse aux Mureaux qui a débuté le 29 mars a dédié au cinéaste la soirée de ce vendredi. Il appert qu'Ecclésiaste Lemba, à la fois acteur, réalisateur, scénariste et producteur, ne fait pas que la fierté de son pays d'origine mais bien aussi de sa ville. En effet, parlant de la programmation de ce 1er avril, le Festival annonce « une soirée spéciale, le 1er avril à partir de 20h30, où seront projetés les films d'un jeune muriautin, qui a réussi à percer dans le monde du cinéma, « Welcome to Montreal » et « Voyage vers mes Racines » ». Notons qu'en janvier, la première édition du Festival d'Images d'Afrique, le Festim Afrique Awards de Brazzaville lui a octroyé deux prix, à savoir celui du Meilleur acteur africain de la diaspora congolaise et du Meilleur film africain de la diaspora congolaise pour Welcome to Montreal.

Nioni Masela

MONDIAL 2022

Le Cameroun avec le Brésil, le Qatar sur la route du Sénégal, la France pour la Tunisie

Le tirage au sort du Mondial 2022 a eu lieu le 1er avril à Doha, la capitale du pays hôte, le Qatar. Les cinq équipes africaines connaissent désormais le menu qui les attend en fin d'année (21 novembre-18 décembre).

Vingt ans après son quart de finale historique, le Sénégal disputera au Qatar la troisième Coupe du monde de son histoire.

Les champions d'Afrique sont placés dans le groupe A avec le pays hôte, le Qatar, l'Équateur et les Pays-Bas. Dirigés par Aliou Cissé, ils devront tout de même se méfier du favori néerlandais, contre lequel se jouera le match d'ouverture, et ne pas prendre à la légère l'Équateur, quatrième des qualifications sud-américaines et qui compte quatre participations depuis ses débuts en 2002.

Le calendrier du Sénégal

21/11/2022 : Sénégal-Pays-Bas

25/11/2022 : Qatar-Sénégal

29/11/2022 : Équateur-Sénégal

Dans le groupe D, la Tunisie écope du champion du monde sortant, la France, du Danemark, demi-finaliste du dernier Euro et huitième de finaliste du Mondial 2018. Les Aigles de Carthage devront attendre les barrages du mois

de juin pour connaître leur dernier adversaire. Le vainqueur du duel asiatique Emirats arabes unis-Australie affrontera ainsi le Pérou.

Pour sa sixième participation, la Tunisie, quart de finaliste de la dernière Coupe d'Afrique des nations (CAN), devra se sublimer pour obtenir une historique qualification pour le second tour.

Le calendrier de la Tunisie

22/11/2022 : Danemark-Tunisie

26/11/2022 : Tunisie-vainqueur barrages

30/11/2022 : Tunisie-France

Dans le groupe F, le Maroc, première nation africaine à se hisser en huitièmes de finale d'un Mondial (en 1986), se confrontera au finaliste de l'édition 2018, la Croatie, et à la Belgique. Deux nations qui s'appuient sur des générations certes vieillissantes (28 et 29 ans d'âge moyen lors de l'Euro 2021), mais toujours redoutables.

Seul le surprenant Canada, sorti pre-

mier des éliminatoires Concacaf, semble à la portée des Lions de l'Atlas.

Le calendrier du Maroc

23/11/2022 : Maroc-Croatie

27/11/2022 : Belgique-Maroc

01/12/2022 : Canada-Maroc

Avec le Brésil, quintuple champion du monde, la Suisse et la Serbie, les Lions indomptables héritent eux d'un groupe relevé, mais pas inabordable. Il faudra bien négocier les matches face aux deux nations européennes pour aborder ces retrouvailles avec le Brésil, contre lequel le Cameroun avait encaissé grosses défaites en 1994 et 2014 (3-0 et 4-1).

Désormais dirigé par le duo Song-Eto'o, qui ont tous deux disputé quatre coupes du monde, le Cameroun envisage avec ambition ce nouveau cycle qui s'ouvre. Cela passera par un bon mondial qatari.

Le calendrier du Cameroun

24/11/2022 : Suisse-Cameroun

28/11/2022 : Cameroun-Serbie

2/12/2022 : Cameroun-Brésil

Humilié lors de la CAN 2021, en janvier (dernier du groupe C avec un point), le Ghana fait un peu figure d'invité surprise après sa qualification face au Nigeria lors du dernier tour du barrage. Difficile d'estimer la valeur des Black Stars qui retrouveront le Portugal de Ronaldo, huit ans après une défaite 1-2 au Brésil. Mais le match que tout le Ghana attend est celui face à l'Uruguay, qui avait mis fin à l'épopée du Ghana en Afrique du Sud lors de l'édition 2010 avec la cruelle main de Luis Suarez, toujours présent au sein de la Celeste. Le troisième match mettra aux prises les co-équipiers de Thomas Partey, la valeur sûre de l'équipe, à la Corée du Sud.

Le calendrier du Ghana

24/11/2022 : Portugal-Ghana

28/11/2022 : Corée du Sud-Ghana

02/12/2022 : Uruguay-Ghana

Camille Delourme

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France



Mons Bassouamina est buteur sur coup-franc lors du succès corse (DR)

National 1, 28e journée

Réduit à dix à la 49e face au Stade Briochin, Bastia-Borgo s'impose finalement 2-1 grâce à Mons Bassouamina. Inutilisé lors du stage des Diables rouges à Antalya, l'ancien Nancéien, aligné dans le couloir droit a d'abord offert l'égalisation à Ba, d'un centre tendu (73e). Avant d'inscrire le but de la victoire sur coup-franc (82e). Son 7e but et sa 7e passe décisive de la saison en 25 matches joués.

Sans Fred Dembi, touché aux adducteurs, Orléans bat Le Mans (2-1). Titulaire, Durel Avounou a été remplacé à la 56e, alors que le score était acquis. Sans Kevin Mouanga, qui devrait retrouver l'entraînement lundi après trois matches d'absence, Annecy corrige Avranches (4-1).

Loris Mouyokolo, titulaire en défense, et Bourg-Péronnas prennent un point à Concarneau (1-1).

Sans Herman Moussaki, qui manquait son

quatrième match consécutif, Boulogne-sur-Mer bat Sète (1-0). Dans les rangs gardois, Alan Dzabana est entré à la pause, alors que Jason Ngouabi est apparu à la 90e. Le défenseur prêté par Caen faisait son retour après une blessure qui l'avait tenu éloigné des terrains pendant quatre journées.

Joël Ngoya n'était pas dans le groupe du Red Star, tenu en échec par Créteil (1-1).

Au classement, Laval, qui reçoit Sedan lundi soir, reste en tête avec 55 points, devant Annecy, 2e avec 53 points. Avec 47 points, Bourg-Péronnas redescend à la 5e place, suivi du Mans, 7e avec 44 points.

Orléans est 9e avec 40 points, le Red Star est 11e avec 38 points et Sète, 14e et premier non-relégable, compte 27 points.

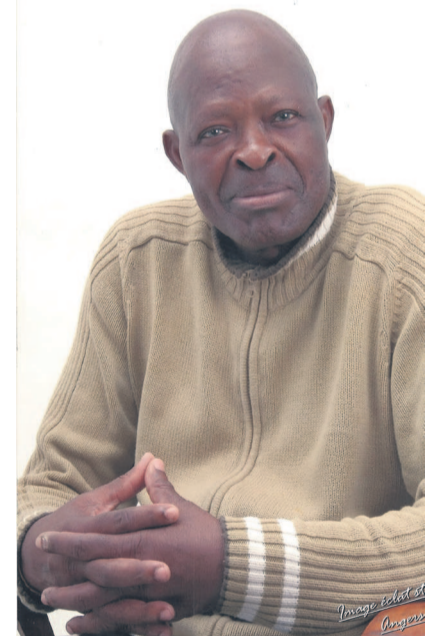
Avec 23 points, Bastia-Borgo reste relégable mais reprend espoir, alors que Boulogne ferme la marche avec 19 points.

C.D.

IN MEMORIAM

Joseph Okana, 4 avril 2009- 4 avril 2022

Voici treize ans déjà que tu nous a quittés et ton vide ne sera jamais comblé. Papa, repose en paix. « Toi qui me regardes, hier j'étais comme toi et aujourd'hui invalide ». Ainsi va la vie.



En mémoire du décès de leur cher et regretté père Raoul Omaniwe, décédé le 3 avril 1998. Les enfants Lomaniwe lui rendent un hommage mérité, signe de leur affection intemporelle. Paix à son âme.

HUMEUR

Et de la monnaie virtuelle...

Le tournant décisif et incontournable que les différentes transactions monétaires prennent ces derniers temps ne laisse pas indifférents plusieurs observateurs. L'argent liquide est en train de céder petit à petit sa place à l'argent virtuel, en témoignent les nombreux kiosques à transactions monétaires qui occupent le territoire national actuellement.

Si hier les Congolais qui effectuaient les voyages avaient par devers eux des porte-monnaie contenant de l'argent liquide, aujourd'hui cela est en train de disparaître au profit des échanges monétaires virtuels. Le voyageur se voit plus aisé d'ouvrir un compte d'épargne virtuelle via téléphone-portable, qui lui servira à épargner ou à stocker telle ou telle somme d'argent.

Ainsi donc, le téléphone-portable à compte d'épargne virtuelle remplacera les porte-monnaie avec lesquels les gens se promenaient dans des poches. Un simple constat empirique fait observer que si des banques traditionnelles ne créent pas vite des stratégies pour s'arrimer à cette nouvelle donne, la monnaie virtuelle dans le téléphone-portable risquera de se généraliser, car l'allure de cette réalité est exponentielle.

Et si hier les banques traditionnelles criaient haut et fort que le fait de garder l'argent « hors banque » était une sorte de thésaurisation, aujourd'hui avec l'argent virtuel, une autre banque mobile via téléphone-portable se crée et facilite des transactions. Les comptes monétaires virtuels semblent intéresser toutes les catégories sociales car il est facile d'ouvrir un compte d'épargne virtuel via téléphone-portable.

Pour se rendre compte de l'accueil à bras ouvert des comptes d'épargne virtuelle par la population, il suffit de sillonner les rues de nos agglomérations en vue de voir des foules immenses qui prennent d'assaut les kiosques à transactions monétaires pour des retraits ou des dépôts des billets de banque.

Ainsi donc, les banques traditionnelles sont appelées à prendre le devant, sinon les comptes d'épargne les quitteront pour des téléphone-portable via carte SIM identifiée. Affaire à suivre !

Faustin Akono

ENSEIGNEMENT

Lancement des plateformes Ecole à domicile et Ayoba

Les deux plateformes ont été présentées officiellement, le 1er avril, au lycée interdépartemental de Vindoulou, dans le quatrième arrondissement Loandjili, en présence du ministre Jean-Luc Mouthou de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation.

La plateforme Ecole à domicile (EAD) est le fruit du partenariat entre la fondation MTN et Chevron Congo ainsi que le ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation. Elle accompagnera ce ministère pour les enseignements à distance. L'application Ayoba, quant à elle, permet aux élèves de discuter gratuitement en ligne et sans connexion internet. Elle est une composante de la plateforme EAD en vue d'un meilleur accompagnement des élèves dans leur cursus scolaire. La mise en place de ces applications est une fierté pour les deux entreprises en vue de soutenir ce ministère dans la digitalisation de l'école et le rayonnement de l'éducation en République du Congo.

Dans son mot de circonstance, Jean Baptiste Sitou, directeur départemental de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, a expliqué que le lancement officiel de ces deux applications permettra d'assurer une meilleure accessibilité des cours aux écoliers en tous lieux et à tout moment.

« Les affres de la covid-19 ont permis à notre système éducatif de prendre l'option de l'école à domicile avec, à la clé, les cours en ligne. L'objectif du lancement de ces applications est de façonner une génération numérique, nos élèves bénéficiaires de ce projet doivent être à la pointe de ces nouvelles technologies. Dans le cadre du partenariat public-privé, je voudrais au nom du ministre de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire et de l'alphabétisation adresser mes félicitations et mes remerciements aux dirigeants de MTN et Chevron Congo pour cette action », a-t-il déclaré.

Katia Mounthault, directrice des relations publiques et institutionnelles de la société Chevron Congo, a rappelé que depuis plusieurs années, sa société a toujours accompagné les

pouvoirs publics dans la vision de développement et des réformes menées, en s'appuyant sur les partenariats public-privé, privé-privé et autres pour mettre en œuvre des projets en faveur du développement durable, de la qualité de l'éducation et de la formation en République du Congo. « Au-delà de l'investissement financier, notre présence en ces lieux exprime de nouveau l'engagement de Chevron à arrimer le système éducatif congolais aux nouveaux défis numériques dans un monde de plus en plus connecté, de plus en plus digitalisé et en perpétuelle évolution », a-t-elle laissé entendre.

« Des instruments révolutionnaires à bien utiliser »

Pour sa part, présentant l'application EAD, Arsène Boukita, directeur du système d'information et de communication au ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, a signifié que cette plateforme est composée d'un site internet intitulé www.ecoleadomicile.me et présente des programmes d'enseignements officiels et quelques cours modèles conçus par les chercheurs de l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques. « Cette plateforme permettra à tous les élèves de la République de poser des questions aux spécialistes et de recevoir des réponses via la même plateforme. Sur cette plateforme, se trouve une autre application Ayoba, fournie par la fondation MTN. Avec Ayoba, élèves et enseignants pourront créer des groupes de recherche de travail et échanger des documents éducatifs sous les formats audiovisuels ou textuels », a-t-il indiqué.

Pour le représentant du directeur général de la société MNT Congo, Patrick Itsoua, investir dans l'éducation c'est construire une société prospère et stable au sein de laquelle chaque

citoyen se sentira membre d'une communauté. « Les élèves doivent comprendre que c'est une véritable opportunité d'avoir entre leurs mains de tels outils qui permettront d'apprendre à domicile ou ailleurs. Ces applications permettront aux écoliers d'accélérer des connaissances et la réussite aux examens d'Etat. Pour les enseignants, ces derniers ne doivent pas laisser l'usage de ces nouveaux outils digitaux devenir un obstacle à l'innovation des méthodes d'enseignement », a-t-il conseillé. Remerciant les partenaires MTN et Chevron Congo, le ministre Jean-Luc Mouthou a signifié aux élèves que ces applications sont des instruments révolutionnaires dans le cadre de l'apprentissage qu'il faut s'en servir et utiliser 24 heures sur 24.

« En réalité, il ne vous manquera plus d'enseignants virtuellement, puisque vous allez toujours avoir ce contact permanent avec un enseignant sur la plateforme. Avec ce dernier, vous pourrez communiquer, échanger et poser toutes les questions possibles. Il y a de la richesse que d'hommes, fort de cela, le président de la République nous exhorte régulièrement à cet exercice de formation, de prise en charge totale et effective de cette jeunesse scolarisée. Ces deux dispositifs doivent permettre à chaque écolier du système éducatif national de pouvoir bénéficier, en un seul clic, des différents enseignements, les imprimer, étudier et peaufiner leurs apprentissages, au besoin poser des questions à travers ces plateformes et avoir des réponses à leurs questions », a expliqué le ministre. Rappelons que le concept de l'EAD a vu le jour lors du confinement dû à la crise sanitaire du coronavirus, dans le but d'accompagner les élèves à rester en liaison avec l'école, suivre les cours à distance et s'exercer à la maison.

Séverin Ibara

PORT AUTONOME DE POINTE-NOIRE

Le ministre Paul-Valentin Ngobo visite les sites de construction des ouvrages de pêche industrielle et artisanale

Une délégation conjointe gouvernement, Union européenne et ambassade de France au Congo, conduite par Paul-Valentin Ngobo, ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a visité, le 17 mars, les sites où seront construits sur l'ancien village des pêcheurs le port industriel et celui de Songolo où sera érigé le port artisanal.

La visite a permis à la délégation de s'enquérir des réalités de pêche sur le terrain, notamment dans la production et la préservation des ressources halieutiques.

Ainsi, en compagnie de Giacomo Durrazzo, ambassadeur de l'Union européenne en République du Congo, de François Barateau, ambassadeur de France au Congo, et des membres de l'Agence française de développement (AFD), le ministre Paul-Valentin Ngobo s'est rendu au port de débarquement des bateaux de pêche, au Centre d'observation des navires, bateaux ou embarcations de pêche et aux deux sites qui vont abriter les ouvrages de pêche industrielle et artisanale, dont les travaux débutent en juin prochain.

En effet, dans le cadre du projet « Gestion durable des pêches », qui vise la modernisation et l'amélioration des conditions de pêche au Congo, l'Union européenne (UE) a alloué au Congo une subvention gérée par AFD. L'extension et la modernisation du port, la construc-



tion des quais, des terre-pleins, des sites de pêche industrielle et artisanale sont les principaux ouvrages à réaliser. « Ce programme a pour vocation de moderniser la gestion du port de pêche dans sa nouvelle infrastructure qui touchera les deux pêches. Il y a aussi l'aspect qui consiste à garantir la durabilité de la ressource. Et donc nous avons vu qu'il y a un problème d'exploitation de

la ressource halieutique qui ne se fait pas de manière suffisamment durable au Congo. Le programme appuie les efforts du gouvernement pour exercer un meilleur contrôle sur les activités de pêche et surtout renforcer les actions de suivi et de surveillance », a dit Giacomo Durrazzo, ambassadeur de l'UE du Congo.

Pour le ministre Paul-Valentin Ngobo,

l'avantage avec ce port en construction est que les bateaux de pêche pourront débarquer au même moment avec leurs poissons. Ce qui fera que les agents en charge au ministère de la Pêche puissent contrôler la quantité et la qualité du poisson. « Le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a des ambitions pour augmenter la quantité de poisson, pas forcément dans le sens d'augmenter le parc ou le nombre de bateaux mais dans l'amélioration de la réglementation pour nous permettre d'amener ce poisson dans les marchés de Brazzaville, Pointe-Noire et le reste du Congo », a-t-il dit. « Nous allons mettre l'accent sur le

suivi des activités en mer à travers l'action de l'Etat en mer pour éviter qu'il y ait transbordement par exemple en mer », a conclu le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche. La réunion de concertation entre toutes les parties prenantes au projet a mis fin à l'activité.

FASHION WEEK

Brazzaville capitale de la mode du 4 au 9 avril

Organisée par l'Institut français du Congo (IFC), la première édition de Brazza fashion week (BFW) se déroulera du 4 au 9 avril à Brazzaville, sur le thème « Tradition et modernité ». Au programme : des sorties de collection; défilés de collection prêt-à-porter; conférences; performances de sapeurs et un village de la mode dénommé « Zando » qui réunira de la maroquinerie; l'artisanat; la joaillerie; la cordonnerie et la couture.

Prélude à la 1^{re} édition de Brazza fashion week, l'IFC a organisé une conférence de presse, le 1^{er} avril, en présence de quelques stylistes et mannequins, en vue de présenter les contours et le dérouler de l'événement qui se tiendra sous le parrainage de Queen Tawa, modéliste et artiste-chanteuse congolaise, responsable de la marque «Liputa Swagga». Au panel : Régis Ségala, directeur délégué de l'IFC ; Barbara Pamou, responsable communication de l'IFC et Louison Mbeya, styliste originaire de la République démocratique du Congo et invité spécial de cette première édition.

A en croire les membres du comité d'organisation, Régis Ségala et Barbara Pamou, cette année, la BFW mettra en lumière la création contemporaine autour de la mode, du design, des arts visuels, des modules de performances et de conférences. Une façon d'engager les participants et artistes dans un échange de savoir-faire, de formation, de compétences et d'expériences, contribuant ainsi à l'émergence de jeunes talents, comme à la promotion d'artistes déjà révélés dans leur domaine de compétences.

Ouvert au public de tout horizon et de tout âge, le ren-



Louison Mbeya, Régis Ségala et Barbara Pamou/Adiac

dez-vous débutera le 4 avril avec la mise en place et l'accueil des stylistes et mannequins à l'IFC. « En fin de compte, durant cette semaine de Brazza fashion week, il n'y aura pas toujours de public. Il y aura un peu plutôt des rencontres entre stylistes et mannequins

pour des essayages. Effectivement, ça reste une semaine complète, du 4 au 9 avril, consacrée aux activités de la mode », a fait savoir le directeur délégué de ce centre culturel.

Le 6 avril, en matinée, il se déroulera un workshop sur le thème : « La création de richesse

par l'économie de la mode ». Du 7 au 9 avril, il s'agira plutôt, en matinée du marché de la mode et des rencontres avec les exposants ; et en début de soirée, des sorties de collections des créateurs à travers des défilés. Les deux premiers jours de défilés s'effectueront à l'IFC et la clô-

ture est prévue à l'hôtel Pefaco. Des moments qui connaîtront la participation de chanteurs, danseurs, humoristes et sapeurs pour agrémenter les défilés. « L'entrée est gratuite, mais sur réservation », a précisé Barbara Pamou.

Durant cette semaine de la mode à Brazzaville, plusieurs tendances seront représentées, lors des soirées de défilés : moderne; audacieux; classique; exubérant; excentricité... Pour certains stylistes et créateurs, il s'agira d'une première expérience de la fashion show, tandis que d'autres ont déjà un engagement plus marqué dans le métier.

Du côté de Pointe-Noire, il est attendu un seul représentant, LioCrüss Galiu, à contrario de Brazzaville qui affiche de nombreux ambassadeurs comme : Alina Sow; Cousus Mains; Alexis Ngoma; Binimbi Leslie; Lobanie David; Bolika Eden; Miekountima Christie; Moanagana Jacquot; Nicka Alegra... Cherry Essam, Emma zola, Laglod Kifoto et Lydie Okosa, de la RDC, sont attendus à Brazzaville pour cette Fashion week. Le Gabon également participera à cet événement, à travers la présence de Christian Obama Nguema.

Merveille Atipo

RÉFLEXION

Se projeter en avant

Tôt ou tard, n'en doutons pas, la terrible crise qui oppose la Russie à l'Ukraine et bien au-delà de ce pays à la communauté occidentale dans son ensemble prendra fin. S'il est impossible aujourd'hui de dire quand et comment la paix l'emportera sur la guerre et mettra fin aux terribles blessures humaines que celle-ci génère dans le moment présent, il est possible, en revanche, d'anticiper les effets positifs de ce retour et, par conséquent, de s'y préparer.

Cette remarque concerne d'abord, bien sûr, la Russie, l'Ukraine, l'Union européenne et les Etats-Unis, mais elle s'adresse également au Tiers monde, c'est-à-dire aux nations du grand Sud qui observent avec la plus grande attention ce qui se passe sur le Vieux continent. Ceci parce que la crise actuelle peut,

en dépit des apparences, avoir des effets très positifs pour elles, en Afrique tout particulièrement, si leurs gouvernants saisissent l'occasion qu'elle leur offre pour franchir un grand pas sur la voie du développement durable.

Prenons, pour illustrer ce propos, le domaine agricole entendu dans son sens le plus large, c'est-à-dire incluant la culture, l'élevage, la pêche, l'exploitation rationnelle et raisonnable des forêts. La guerre qui dévaste l'Est de l'Europe provoquant une crise alimentaire sans précédent, c'est bien évidemment vers le grand Sud, dont l'immense capital agricole est encore peu exploité, que les regards des nations riches vont se tourner. Ceci beaucoup plus vite et plus fort qu'on ne le croit en raison des conséquences désastreuses que ce conflit provoque

chez elles et dont elles subissent de plein fouet les premiers effets.

Les pays comme le Congo ayant placé l'essor de l'agriculture au cœur de leur stratégie de développement et s'employant aujourd'hui à se doter des équipements nécessaires pour mieux exploiter leurs terres comme leurs forêts, leurs étangs et leurs rivières, seront à coup sûr les grands gagnants du mouvement historique qui se dessine et qui fera de l'Afrique, dans les décennies à venir, l'une des principales sources de la production alimentaire mondiale. Il suffit pour s'en convaincre d'observer avec quelle attention les investisseurs européens, chinois, américains, indiens, russes se penchent sur cette question et agissent pour bien se positionner sur le terrain.

La crise qui dévaste l'Europe de l'Est ne pouvant qu'accélérer ce mouvement, il revient aux Etats africains d'anticiper les effets positifs pour eux et pour leurs peuples en veillant à ce que l'exploitation de leurs ressources naturelles ne se fasse pas au détriment de la nature, c'est-à-dire détruise les forêts comme le laissent faire aujourd'hui, en Amazonie, les autorités du Brésil alors que ces immenses espaces sont le véritable poumon de la planète Terre. En veillant aussi à garder le contrôle des terres qu'ils possèdent.

Se projeter en avant, c'est-à-dire anticiper les conséquences positives du désordre que la crise ukrainienne aura pour les pays du grand Sud ne relève ni du rêve ni de l'illusion mais bien de la réalité du temps présent. Mieux vaut s'en convaincre sans plus attendre.

Jean-Paul Pigasse